



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.WAT/AC.3/2002/11
CP.TEIA/AC.1/2002/11
27 septembre 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

RÉUNION DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR LA PROTECTION ET L'UTILISATION
DES COURS D'EAU TRANSFRONTIÈRES
ET DES LACS INTERNATIONAUX

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES DES
ACCIDENTS INDUSTRIELS

Groupe de travail intergouvernemental
sur la responsabilité civile
(Quatrième réunion, Genève, 2-4 septembre 2002)

RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA QUATRIÈME RÉUNION

Établi par le secrétariat en consultation avec la Présidente et le Rapporteur

Introduction

1. Les États parties et non parties aux conventions qui sont énumérés ci-après ont participé à la quatrième réunion: Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Croatie, Danemark, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Monaco, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Communauté européenne.
2. Un représentant du Programme des Nations Unies pour l'environnement a également participé à la réunion.

3. Les organisations et institutions suivantes y étaient également représentées: Cour permanente d'arbitrage (CPA), Comité européen des assurances (CEA), Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale (CRE), European ECO-Forum, Centre de droit de l'environnement; ainsi que les compagnies de réassurance: Munich Re et Swiss Re.

I. PROCÉDURES

4. M^{me} Phani DASKALOPOULOU-LIVADA (Grèce), Présidente, a ouvert la réunion et souhaité la bienvenue aux participants. Elle a assuré la présidence de la réunion les 2 et 3 septembre 2002, et M. Juerg Bally (Suisse), l'un des Vice-Présidents, le 4 septembre.

5. Le Groupe de travail a adopté son ordre du jour publié sous la cote MP.WAT/AC.3/2002/7 – CP.TEIA/AC.1/2002/7.

6. Le Groupe de travail a également adopté le rapport sur les travaux de sa troisième réunion (MP.WAT/AC.3/2002/6 – CP.TEIA/AC.1/2002/6), tenue du 6 au 8 mai 2002, avec les trois rectificatifs apportés aux paragraphes 6 et 19, respectivement (les rectificatifs sont soulignés):

Paragraphe 6 – Le Groupe de travail a également adopté le rapport sur les travaux de sa deuxième réunion (MP.WAT/AC.3/2002/3 – CP.TEIA/AC.1/2002/3), tenue du 4 au 6 février 2002, avec les quatre rectificatifs ci-après (les rectificatifs sont soulignés):

a) Paragraphe 19: voir le paragraphe 14 du présent rapport;

b) Paragraphe 24 (dans la version anglaise seulement): le Groupe de travail a approuvé le texte de l'article 10 tel qu'il figure dans le document MP.WAT/AC.3/2002/4 – CP.TEIA/AC.1/2002/4, mais sans trancher la question du délai pour présenter les demandes d'indemnisation: cinq ans ou [trois ans];

c) Paragraphe 25: une délégation a réservé sa position en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 11.

d) Paragraphe 27 (dans la version anglaise seulement): le Groupe de travail a approuvé le texte de l'article 12 tel qu'il figure dans le document MP.WAT/AC.3/2002/4 – CP.TEIA/AC.1/2002/4.

Paragraphe 19 – Le Groupe de travail a noté que l'article 13 *bis* ayant fait l'objet d'un accord de principe, il serait également nécessaire de remanier le chapeau du paragraphe 1 de l'article 7 (voir le débat relatif à l'article 7).

II. POURSUITE DE L'ÉLABORATION D'UN INSTRUMENT JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE EN CAS DE DOMMAGES TRANSFRONTIÈRES CAUSÉS PAR DES ACTIVITÉS DANGEREUSES RELEVANT DES DEUX CONVENTIONS

A. Documentation pour la quatrième réunion

7. Le Groupe de travail était saisi du texte révisé du projet d'instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile en cas de dommages transfrontières causés par des activités dangereuses, dans le cadre des deux Conventions (MP.WAT/AC.3/2002/8 – CP.TEIA/AC.1/2002/8), établi par le Rapporteur avec l'aide du secrétariat et en consultation avec la Présidente, sur la base des résultats de la troisième réunion.
8. Le Groupe de travail était également saisi des nouveaux documents de travail ci-après:
- a) Projet d'annexe II sur la limitation de la responsabilité financière, document établi par les participants à une réunion prolongée du Groupe spécial commun d'experts sur l'eau et les accidents industriels (MP.WAT/AC.3/2002/9/Add.1 – CP.TEIA/AC.1/2002/9/Add.1);
 - b) Projet d'annexe III sur l'arbitrage (MP.WAT/AC.3/2002/10 – CP.TEIA/AC.1/2002/10), document établi par le secrétariat;
 - c) Position de European ECO-Forum concernant l'article 11 *bis* relatif à l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice (MP.WAT/AC.3/2002/WP.13 – CP.TEIA/AC.1/2002/WP.13);
 - d) Propositions de modifications du projet d'instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile en cas de dommages transfrontières causés par des activités dangereuses, dans le cadre des deux Conventions (MP.WAT/AC.3/2002/WP.14 – CP.TEIA/AC.1/2002/WP.14), document présenté par la délégation hongroise;
 - e) Observations sur l'article 11 du projet d'instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile (MP.WAT/AC.3/2002/WP.15 – CP.TEIA/AC.1/2002/WP.15), document présenté par la compagnie suisse de réassurance Swiss Re; et
 - f) Précisions apportées par la CPA concernant les propositions relatives à l'article 13 *bis* (MP.WAT/AC.3/2002/WP.16 – CP.TEIA/AC.1/2002/WP.16), document présenté par la Cour permanente d'arbitrage (CPA).
9. Le Groupe de travail a rappelé que les documents de travail soumis à son attention lors des première, deuxième et troisième réunions seraient réexaminés durant la présente ou les futures réunions de négociation.

B. Discussion générale

10. Suite à une discussion générale sur les résultats obtenus et les travaux à entreprendre, le Groupe de travail est convenu de centrer son attention sur la deuxième lecture de l'instrument et sur le document contenant le projet d'annexe II. Il a également revu les versions anglaise,

française et russe de l'annexe I qu'il avait examinée – sous forme de document de travail et en anglais seulement – à sa troisième réunion. Les conclusions de cet examen sont exposées ci-après selon l'ordre dans lequel lesdits articles et annexes apparaissent dans le Protocole.

11. La version révisée du texte du Protocole proprement dit sera publiée sous la cote MP.WAT/AC.3/2002/13 – CP.TEIA/AC.1/2002/13.

C. Examen des articles et des annexes

Article premier – Objectif

12. Le Groupe de travail a approuvé le texte de cet article.

Article 2 – Définitions

13. Le Groupe de travail a approuvé le texte des paragraphes suivants: 1; 2 b) i) à iv); et 2 e) à g).

14. Le Groupe de travail a adopté le texte modifié des paragraphes suivants: 2 a), 2 b) v), 2 b) *bis*, et 2 d). Les textes modifiés des paragraphes susmentionnés figurent dans le document MP.WAT/AC.3/2002/13 – CP.TEIA/AC.1/2002/13. Le Groupe de travail a également approuvé en principe le texte du paragraphe 2 c) – voir la note de bas de page qui figure dans le texte révisé du projet d'instrument juridiquement contraignant établi sur la base des conclusions de la présente réunion. Le paragraphe 2 b) vi) a été supprimé.

15. Le Groupe de travail a également approuvé en principe le texte du paragraphe 2 i); il a néanmoins décidé de placer entre crochets les mots «le transport par oléoducs ou» [par. 2 i) ii)].

Article 3 – Champ d'application

16. Le Groupe de travail a approuvé le texte du paragraphe 1. Le secrétariat a apporté une simple modification de forme en remplaçant «survenu dans le cadre d'une activité dangereuse» par «survenu au cours d'une activité dangereuse». Il a également décidé, à la demande de la délégation néerlandaise, de garder le paragraphe 2 entre crochets jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prise concernant le texte du paragraphe 3 de l'article 8 et celui du paragraphe 2 de l'article 15.

Article 4 – Responsabilité objective

17. Le Groupe de travail a adopté le texte des paragraphes suivants: 2 a), b), d); et 3. Il a également adopté le texte modifié des paragraphes 1, 2 et 2 c). Les nouveaux textes des paragraphes susmentionnés figurent dans le document MP.WAT/AC.3/2002/13 – CP.TEIA/AC.1/2002/13.

Article 5 – Responsabilité pour faute

18. Le Groupe de travail a adopté le texte de cet article en y ajoutant le mot «applicable». Le nouveau texte du paragraphe susmentionné figure dans le document MP.WAT/AC.3/2002/13 – CP.TEIA/AC.1/2002/13.

Article 6 – Mesures de riposte

19. Le Groupe de travail a adopté les nouveaux textes des paragraphes 1 et 2 de cet article, tels qu'ils ont été proposés par le Président et le secrétariat et qu'ils figurent dans le document MP.WAT/AC.3/2002/13 – CP.TEIA/AC.1/2002/13.

Article 7 – Droit de recours

20. Le Groupe de travail a adopté un nouveau texte pour les paragraphes 1 et 2 de cet article; il a néanmoins décidé de garder entre crochets les mots «ou du tribunal arbitral créé en vertu de l'article 13 *bis*». Les nouveaux textes de ces paragraphes figurent dans le document MP.WAT/AC.3/2002/13 – CP.TEIA/AC.1/2002/13. Le Groupe décidera si cet article doit ou non être placé ultérieurement dans la partie du Protocole consacrée aux procédures.

Article 8 – Application

21. Le Groupe de travail a adopté en principe les textes des paragraphes 1 et 2 de cet article en y ajoutant une référence au secrétariat au moyen des quelques mots «comme prévu à l'article 19». À l'issue d'un débat de fond sur le paragraphe 3 ainsi que sur le paragraphe 2 de l'article 3 et le paragraphe 2 de l'article 15, le Groupe de travail a décidé de garder entre crochets la deuxième phrase du paragraphe 3 et d'ajouter, à titre de variante, une phrase proposée par la délégation néerlandaise, qui est également placée entre crochets. À la demande de la délégation hongroise, le texte d'un nouveau paragraphe 4 concernant la coopération entre les pouvoirs publics des Parties a aussi été ajouté entre crochets. Les délégations allemande et suisse ont réservé leur position en ce qui concerne cet article.

Article 9 – Limitation de la responsabilité financière

22. Le Groupe de travail a provisoirement adopté le texte de cet article, sous réserve du débat portant sur l'annexe II.

Article 10 – Délai en matière de responsabilité

23. Après un débat en profondeur sur le délai en matière de responsabilité, le Groupe de travail a décidé de maintenir deux délais de 10 et 20 ans, l'un et l'autre entre crochets, comme délais de recevabilité pour la présentation de demandes d'indemnisation – paragraphe 1. Par ailleurs, il s'est mis d'accord sur le délai de trois ans dont il est fait état dans le paragraphe 2 du même article. Il a également adopté, sans changement, le texte du paragraphe 3.

Article 11 – Garantie financière

24. Le Groupe de travail a décidé de supprimer les crochets dans le paragraphe 1 et a adopté le texte des deux paragraphes de cet article – voir également la note de bas de page dans le texte révisé du projet d'instrument juridiquement contraignant établi sur la base des conclusions de la réunion (MP.WAT/AC.3/2002/13 – CP.TEIA/AC.1/2002/13).

Article 11 bis – Accès à l'information et accès à la justice en conséquence

25. Le Groupe de travail a procédé à un examen minutieux des différentes propositions de texte pour cet article, dont certaines étaient très étoffées (voir le document MP.WAT/AC.3/2002/WP.8 – CP.TEIA/AC.1/2002/WP.8, présenté par l'Allemagne, et le document MP.WAT/AC.3/2002/WP.13 – CP.TEIA/AC.1/2002/WP.13, présenté par ECO-Forum). Il a également débattu de la façon de traiter le texte de cet article afin de maintenir un équilibre dans l'ensemble de l'instrument. Un groupe de travail constitué pour étudier cette question sous la conduite de la délégation allemande allait commencer à élaborer un texte approprié au début de la cinquième réunion du Groupe de travail.

Article 12 – ~~Responsabilité des États~~ Responsabilité internationale des États

26. Le Groupe de travail a décidé de modifier l'intitulé de cet article, comme indiqué ci-dessus. Cette modification étant apportée dans l'article proprement dit, il en a adopté le texte.

Article 13 – Juridictions compétentes

27. Le Groupe de travail a adopté le texte de cet article.

28. La Commission européenne et la délégation danoise ont fait une déclaration à l'effet d'émettre une réserve générale concernant les articles 13, 14 et 17, dans l'attente de la confirmation que la Commission européenne a compétence pour négocier au nom des 15 États membres de l'Union européenne.

Article 13 bis – Arbitrage

29. Le Groupe de travail a adopté un nouveau libellé pour cet article, tel qu'il a été proposé par la CPA, avec deux modifications. Le nouveau texte de l'article figure dans le document MP.WAT/AC.3/2002/13 – CP.TEIA/AC.1/2002/13.

Article 14 – Actions connexes

30. Le Groupe de travail a adopté le texte des trois paragraphes de cet article. Voir également le paragraphe 28 du présent rapport.

Article 15 – Droit applicable

31. Le Groupe de travail était prêt à accepter le texte du paragraphe 1 de cet article. La délégation allemande a toutefois réservé sa position et suggéré avec force de supprimer les mots «ou de procédure» de ce paragraphe.

32. Le paragraphe 2 a fait l'objet d'un échange de vues approfondi, s'agissant en particulier de la question de savoir si la victime devait avoir la possibilité de choisir entre le Protocole et la législation nationale, et de la façon dont il serait possible de l'exprimer dans le cadre de l'instrument. Dans ce contexte, le paragraphe 2 de l'article 3 et le paragraphe 3 de l'article 8 ont également été réexaminés. En conséquence, le Groupe de travail a décidé de garder entre crochets l'ensemble du texte du paragraphe 2. Un groupe de travail restreint a également rédigé deux variantes de ce paragraphe, pour examen par les délégations. L'échange de vues, qui portera également sur les deux articles, sera poursuivi à la cinquième réunion du Groupe.

Article 16 – Relation entre le Protocole et le droit de la juridiction compétente

33. Le Groupe de travail n'a pas examiné cet article et le fera à sa prochaine réunion, après s'être mis d'accord sur les textes du paragraphe 2 de l'article 3, du paragraphe 3 de l'article 8 et du paragraphe 2 de l'article 15.

Article 17 – ~~Reconnaissance mutuelle et exécution des jugements~~ Reconnaissance mutuelle et exécution des jugements et sentences arbitrales

34. Après l'adjonction des mots «et sentences arbitrales» dans l'intitulé et le texte de cet article – comme indiqué plus haut – le Groupe de travail en a adopté le texte. Voir également le paragraphe 28 du présent rapport.

Article 17 bis – Règles relatives aux conflits entre instruments internationaux concernant la responsabilité

35. Le Groupe de travail a décidé de modifier le texte de cet article afin que celui-ci concorde avec l'article 3 – Champ d'application. Toutefois, il n'a pris aucune décision concernant le texte définitif de l'ensemble de l'article, et il a donc décidé de garder tout l'article 17 bis entre crochets et de reprendre cette question à sa cinquième réunion. Le Président a invité les délégations intéressées, y compris celles de l'Allemagne, de la Pologne, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Suède, à associer leurs efforts pour établir, d'ici la prochaine réunion, une proposition de texte pour cet article, qui serait soumise pour examen par le Groupe de travail à sa prochaine réunion, en novembre.

Article 18 – Réunion des Parties

36. Le Groupe de travail a adopté le texte de cet article.

Article 18 bis – Respect du Protocole

37. Le Groupe de travail a décidé de supprimer cet article. La délégation hongroise a exprimé le souhait d'en conserver le texte.

Article 19 – Secrétariat et Article 19 bis – Annexes

38. Le Groupe de travail a approuvé le texte de ces articles.

Article 20 – Amendements au Protocole

39. Le Groupe de travail a approuvé le texte de cet article. Il a été décidé de supprimer le mot «ordinaire» dans le paragraphe 2 ainsi que les crochets au début et à la fin du paragraphe 4. Comme le paragraphe 4 d) précédent avait un rapport non seulement avec le paragraphe 4 mais aussi avec le paragraphe 3, le texte en question constitue maintenant le nouveau paragraphe 5 de cet article. Le nouveau texte de l'article figure dans le document MP.WAT/AC.3/2002/13 – CP.TEIA/AC.1/2002/13.

Annexe I – Substances dangereuses et quantités seuils de celles-ci aux fins de la définition des activités dangereuses

40. Le Groupe de travail a pris acte de la suppression des deux expressions « $DL_{50} \leq 25$ » et « $DL_{50} \leq 50$ » qui se trouvaient à la quatrième ligne de la partie supérieure des colonnes gauche et droite du tableau 3, ainsi que de la nécessité de faire référence dans les tableaux 1 et 3 à la « DL_{50} absorption cutanée, rats ou lapins». La délégation polonaise a réservé sa position concernant l'annexe I.

Annexe II – Limitation de la responsabilité financière

41. M. Martin SCHIESS, Coprésident du Groupe spécial commun d'experts sur l'eau et les accidents industriels constitué dans le cadre de la Convention sur l'eau et de la Convention sur les accidents industriels, a présenté le projet d'annexe II contenu dans le document MP.WAT/AC.3/2002/9/Add.1 – CP.TEIA/AC.1/2002/9/Add.1. Le projet a été établi lors d'une réunion prolongée du groupe commun d'experts, tenue le 4 juillet 2002 à Genève, à laquelle ont participé également des experts juridiques et un représentant du secteur des assurances.

42. Le Groupe de travail a eu un échange de vues préliminaire sur la teneur envisagée de l'annexe II et décidé d'en débattre en détail à sa prochaine réunion, après la tenue de consultations appropriées dans les capitales.

III. DATE ET LIEU DES FUTURES RÉUNIONS DU GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL

43. Le Groupe de travail a rappelé que sa cinquième réunion se tiendrait à Genève du 11 au 13 novembre 2002 et commencerait le lundi 11 novembre à 15 heures. Il a également noté que le secrétariat avait pris des dispositions pour convoquer, le cas échéant, la sixième réunion du 12 au 14 février 2003 à Genève.

IV. CLÔTURE DE LA RÉUNION

44. M. Bally (Suisse), Vice-Président, a prononcé la clôture de la réunion le 4 septembre 2002.
